



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**



Distr.  
 LIMITEE  
 ST/ECA/PSD.2/5  
 17 février 1982  
 FRANCAIS  
 Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Deuxième session de la Conférence commune  
 des planificateurs, statisticiens et  
 démographes africains

Addis-Abeba, 8 - 17 mars 1982

BASE DE DONNEES STATISTIQUES DE LA CEA ET SON UTILISATION  
 AUX FINS D'ANALYSES SOCIO-ECONOMIQUES

I. INTRODUCTI

Paragraphes

I. INTRODUCTION . . . . .	1
II. BASE DE DONNEES STATISTIQUES DE LA CEA . . . . .	2 - 15
Origines . . . . .	2 - 5
Evolution . . . . .	6 - 12
Organisation . . . . .	13 - 15
III. UTILISATION DE LA BASE DE DONNEES STATISTIQUES AUX FINS D'ANALYSES SOCIO-ECONOMIQUES . . . . .	16 - 38
Mise en tableaux . . . . .	24 - 26
Analyse de données agrégées . . . . .	27 - 31
Indicateurs socio-économiques . . . . .	32 - 34
Modèles socio-économiques . . . . .	35 - 37
Analyses spécialisées . . . . .	38 - 41
IV. CONCLUSIONS . . . . .	42 - 45
ANNEXE I. Liste de base des points de l'enquête statistique sur l'Afrique	
ANNEXE II. Données requises pour suivre et évaluer la mise en oeuvre du plan d'action de Lagos	
ANNEXE III. Disponibilité des données sur les comptes nationaux dans les pays africains, avec dernières données publiées pour les tableaux du système de comptabilité nationale de l'ONU, octobre 1981.	

## I. INTRODUCTION

1. Dans le rapport sur la première session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains (E/CN.14/PSD.1/28) le point intitulé: "Base de données statistiques de la CEA et son utilisation aux fins d'analyses socio-économiques" figure à l'ordre du jour provisoire établi pour la deuxième session de la Conférence. Le présent document porte sur la structure et les éléments constitutifs de la base de données statistiques de la CEA ainsi que les problèmes inhérents à sa création, de même que les données et méthodes utilisées aux fins d'analyses socio-économiques et ce que la base de données statistiques peut faire dans ce cadre et en général pour appuyer les efforts de développement des pays africains.

## II. BASE DE DONNEES STATISTIQUES DE LA CEA

### a) Origines

2. A sa première session tenue en 1959, la Commission économique pour l'Afrique a demandé au Secrétaire exécutif de convoquer une conférence des statisticiens africains. Au nombre des premières tâches confiées à cette conférence qui s'est réunie plus tard la même année figurait un examen des points clés, du contenu et des phases successives d'une enquête statistique sur l'Afrique; ainsi, on a établi une liste de base figurant à l'annexe I) des points qui nécessitaient des données statistiques. Sur la base de cette liste, les pays devaient élaborer leurs propres programmes statistiques et le secrétariat de la CEA devait directement suivre l'évolution de ces programmes.

3. Peu après, le Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies a rédigé un document intitulé: "Etude sur la situation économique de l'Afrique depuis 1950" (E/CN.14/28) qui a été soumis à la Commission à sa deuxième session. Les aspects importants de l'économie africaine au cours d'une décennie étaient décrits en détail dans cette étude qui a également permis de mettre en lumière les graves lacunes existant dans le domaine des données statistiques disponibles dans la quasi-totalité des pays.

4. Lors de sa deuxième session en 1961, la Conférence des statisticiens africains, consciente de ces lacunes a examiné la situation dans les pays de la région relative aux services statistiques sous tous leurs aspects et les diverses difficultés qui prévalaient. Elle a alors convenu que le développement de ces services serait au centre de ses préoccupations pour de nombreuses années à venir.

5. Néanmoins, en vue de la création d'un cadre régional d'information statistique et d'une base globale de données statistiques permettant d'analyser la situation économique et sociale de l'Afrique, le secrétariat de la CEA s'est employé à extraire des données numériques sur l'Afrique des publications nationales et internationales d'importance primordiale et secondaire et à les introduire dans des fichiers manuels. Dans le même temps, en collaboration avec le Siège de l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, il s'est consacré à la fourniture d'une assistance technique dans la région pour l'établissement des statistiques dans les domaines suivants: agriculture, travail et sujets connexes, éducation et santé, population et autres questions sociales, commerce international, industrie, comptes nationaux et autres questions économiques.

Les efforts ont également porté sur l'organisation et la formation statistiques afin de contribuer non seulement à développer les divers services statistiques nationaux mais aussi à encourager l'utilisation et la demande des statistiques à des fins publiques principalement pour la planification nationale et l'élaboration de politiques et de faire en sorte que des données statistiques fiables parviennent périodiquement aux fichiers de la CEA. Cette assistance technique a été fournie par l'intermédiaire de conseillers régionaux d'experts nationaux, de Groupes de travail, de séminaires et de Groupes de travail d'experts chargés de questions spécifiques, ainsi que de la création de centres régionaux de formation statistique et la fourniture de bourses de perfectionnement pour l'étude des statistiques, en particulier à l'intention des statisticiens de niveau moyen.

#### b) Evolution

6. L'établissement de fichiers manuels à la CEA s'est poursuivi et l'acquisition en 1961 d'un système de tabulation mécanique Hollerith a permis de traiter mécaniquement et de faire paraître quelques statistiques du commerce international dans les publications suivantes: Statistiques africaines du commerce extérieur : Série A: Echanges par pays et Série B: Echanges par produits. En 1967, on a imprimé un premier annuaire intitulé: Bulletin de statistique pour l'Afrique et l'année suivante, le premier numéro complet du bulletin annuel: Etude des conditions économiques en Afrique préparé par le secrétariat de la CEA a vu le jour. Parallèlement, le matériel de tabulation mécanique de la CEA a été remplacé par un système IBM 360/20 et un système d'archivage sur cartes perforées avec toutes les données numériques jusqu'à alors traitées a été mis en place. En 1970, une version de l'Annuaire statistique dont les informations étaient traitées sur ordinateur a été publiée avec toutes les données disponibles pour la période allant de 1950 à 1969.

7. Essentiellement pour des raisons techniques et à cause de l'insuffisance du personnel, la majorité des fichiers sur cartes perforées n'ont pas été maintenues mais la compilation manuelle des données a continué. Toutefois, les fichiers mécanographiques sur les statistiques de l'industrie, du commerce international et des comptabilités nationales ont été tenues, et en ce qui concerne les comptabilités nationales, ces fichiers comportaient des estimations pour les pays ne disposant pas de telles données.

8. Entre-temps, il y avait eu une plus grande demande de données plus adéquates à rendre plus facilement disponibles au niveau régional. En conséquence en 1976, des dispositions ont été prises pour transformer les facilités existantes en un système de banque de données en pleine collaboration avec les pays de la région et l'année suivante la configuration de l'ensemble de traitement de l'époque a été remplacée par un système NCR Century 151 avec cartes perforées, bande magnétique et mémoire à disques.

9. En juillet 1979, on a commencé à mettre au point des fichiers complets sur les statistiques du commerce international et à cet égard des arrangements ont été pris pour rassembler les données qui étaient disponibles sur bande magnétique au Siège de l'Organisation des Nations Unies ainsi que dans les divers pays de la région. Lorsque les informations n'ont pu être obtenues par ces moyens, des publications ont été recherchées et traitées en collaboration avec le Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies. Ces dispositions restent en vigueur et les données telles qu'elles sont traitées au secrétariat de la CEA

sont recopiées sur bande et envoyées à la section de Genève du Bureau de statistique de l'ONU et les copies de ces données traitées à Genève sont renvoyées à la CEA en vue d'être incorporées dans la base de données qui contient à l'heure actuelle des séries de données à divers niveaux d'agrégation notamment les estimations faites par le secrétariat de la CEA pour 54 pays africains. Cependant, la série détaillée des échanges par produits ne concerne que 34 pays de la région mais tout est mis en oeuvre pour encourager les autres pays à améliorer leurs données et à produire des informations suffisamment détaillées dont la région et eux-mêmes pourront tirer grand profit.

10. En février 1981, l'ordinateur de la CEA a été remplacé par le système HP 3000 connecté dans une certaine mesure et beaucoup plus puissant (mémoire interne d'une capacité de 512 kilomultipléts). Par la suite, tous les fichiers mécanographiques statistiques ont été transférés dans le nouveau système et au moment où nous rédigeons la présente étude (octobre 1981) la banque de données statistiques comprend près de 23 millions d'enregistrements répartis comme suit:

<u>Sujet</u>	<u>Nombre d'en- registrements</u>	<u>Nombre moyen de caractères par enregistrement</u>
Commerce extérieur	22 000 000	90
Taux de change	30 000	136
Comptes nationaux (y compris les coefficients déflateurs sectoriels)	20 000	80
Approvisionnement en énergie	261 770	88
Statistiques industrielles	97 129	88
Prix	18 629	27
Travail	616	889
Toutes statistiques économiques	22 428 144	.
Statistiques démographiques (non compris la mortalité)	117 300	120
Santé (y compris la mortalité)	37 922	65
Toutes données statistiques	22 583 066	-----

11. Peu après, le système a été rénové et sa capacité de mémoire interne portée à 2 mégamultipléts et certains ensembles de programmes ont été acquis notamment un système de gestion de la base de données (IMAGE 3 000) et la Division de la statistique est entrain de constituer une base intégrée de données statistiques à partir de ce système.

12. A la suite de la publication du "Plan d'action de Lagos en vue de la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique" recommandé par la Conférence des ministres de la CEA responsables du développement économique à sa sixième réunion tenue à Addis Abeba du 9 au 12 avril 1980 (E/CN.14/781/Add.1), la liste de base (voir l'annexe I) des questions nécessitant des données a été jugée insuffisante pour les besoins de la CEA. Une nouvelle liste a donc été établie et figure à l'annexe II. La liste a été dressée autant que possible d'après les grandes rubriques présentées par la Conférence et

on espère que des séries concernant tous les sujets mentionnés seront finalement incorporées dans la base de données statistiques. Toutefois, la disponibilité et le courant d'une telle information dépendront essentiellement du degré de développement des divers services statistiques nationaux et de leur capacité de rassembler les données ainsi que de la disponibilité de ces dernières dans les pays eux-mêmes. Ainsi, pour la Division de la statistique de la CEA, le développement des services statistiques nationaux est une priorité réelle.

c) Organisation

13. La base de données statistiques vise à permettre aux utilisateurs d'entrées des informations statistiques qu'ils peuvent retrouver à volonté et d'obtenir des renseignements concernant d'autres utilisateurs, sous réserve d'un arrangement de gré à gré. Dans sa phase finale de développement, la base de données contiendra au premier niveau de conception des données par pays figurant dans des enregistrements logiques standards convenables mais demeurant inchangées dans le fond et où les définitions et unités de départ seront maintenues. Au deuxième niveau, les données du premier niveau seront stockées sous une forme complètement normalisée suivant les classifications, concepts et définitions internationaux. Ce niveau permettra l'agrégation des données par les groupements sous-régionaux de la CEA et d'autres organismes ainsi que la création d'un troisième niveau où seront conservées des données dérivées en particulier les indicateurs économiques et les profils de pays. Le profil d'un pays fournirait rapidement les caractéristiques de ce pays à toute personne désireuse d'en avoir une connaissance immédiate notamment un aperçu de ses conditions socio-économiques.

14. Un système connecté est envisagé pour permettre aux pays d'avoir accès aux ordinateurs dans les Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets MULPOCs et au siège de la CEA, et vice-versa, mais il y a des problèmes d'ordre pratique à ne pas négliger, telles les contraintes financières et l'insuffisance de personnel dans les MULPOCs, de même que la compétence et les responsabilités des diverses institutions spécialisées pour ce qui est de l'établissement et de la collecte des statistiques dans des domaines précis. Ainsi, la FAO est l'autorité compétente en matière de statistiques agricoles l'OMS est responsable des statistiques sanitaires et l'UNESCO des statistiques de l'éducation et c'est auprès de ces institutions qu'il faudrait se procurer les données relatives à ces domaines. Toutefois, il est prévu dans une certaine mesure le télétraitement et partant une certaine connexion avec le Siège de l'Organisation des Nations Unies et certaines des institutions spécialisées. C'est ainsi qu'on pourrait incorporer non seulement les statistiques africaines dans la base de données statistiques de la CEA mais aussi des statistiques concernant le reste du monde.

15. De toute évidence, un tel réseau ne peut être mis en place immédiatement. Le système connecté est déjà utilisé au secrétariat mais les données en provenance de l'étranger continueront de parvenir par courrier pendant encore quelque temps. En outre comme indiqué plus haut, toutes les données statistiques de la CEA mises sur ordinateur sont disponibles sur fichiers séquentiels et on ne dispose pas encore d'une base de données statistiques proprement dite de la CEA. Cependant, une évolution s'opère dans ce domaine avec la mise à jour des fichiers existants et l'automatisation des fichiers concernant d'autres domaines. Tous les fichiers

finiront par être automatisés et aménagés en une base intégrée de données statistiques avec les sujets suivants :

Statistiques démographiques et sociales

Population, faits d'état civil, migrations;  
Logement;  
Emploi et conditions d'emploi;  
Santé;  
Education;  
Loisirs et cultures;  
Sécurité et protection sociales;  
Ordre et sécurité publics;

Statistiques économiques

Agriculture; sylviculture et pêche;  
Industrie et construction, y compris l'énergie;  
Transports et communications;  
Distribution;  
Commerce international;  
Finances : questions monétaires et bancaires, balance des paiements et finances publiques, etc.  
Prix;  
Statistiques sur les ménages;  
Comptabilité nationale.

Autres statistiques

Conditions climatiques

Entre-temps, il a été décidé de prévoir immédiatement à un premier stade les trois niveaux suivants pour la base de données statistiques :

Niveau I: Profils de pays;  
Niveau II: Informations statistiques détaillées par pays en unités normalisées;  
Niveau III: Séries statistiques.

III. UTILISATION DE LA BASE DE DONNEES STATISTIQUES AUX FINS D'ANALYSES SOCIO-ECONOMIQUES

16. On a vu qu'à ses débuts, la base de données statistiques comprendra des macro-données où les unités statistiques auxquelles les données ont trait seront les différents pays ou régions de pays. Il est nécessaire à ce stade de distinguer nettement les macro-données des micro données. Les premières, comme il a été déjà indiqué, concernent des valeurs globales. Elles comprennent l'ensemble des fichiers sur le commerce extérieur qui constitue la plus grande quantité de données compilées disponible à la CEA et est désagréé jusqu'aux détails par produit; cependant toutes les données concernent des pays et non des agents économiques; et cela s'applique à tous les autres domaines déjà mentionnés.

17. Quant aux micro-données, elles concernent les établissements, ménages, ressources ou autres unités responsables d'activités déterminées ou présentant des caractéristiques précises. Ces données proviennent des recensements, des enquêtes et des documents administratifs et elles sont d'un caractère confidentiel prévu par la loi dans la plupart des pays africains. Certaines micro-données peuvent toutefois être disponibles sur le plan international. La CESAP entreprend par exemple des recherches sur des résultats des recensements d'échantillons limités de la population de certains pays asiatiques et un pays africain au moins envisage de publier une version convenablement éditée des résultats de son enquête sur les ménages. Les dispositions à prendre en ce sens sont bien entendu parfaitement conformes aux règles régissant en général le caractère confidentiel.
18. La CEA devra probablement exploiter les micro-données lorsque les pays africains seront en mesure de fournir suffisamment d'informations. Cette exploitation visera à aider à élaborer une méthodologie du traitement et de l'analyse des données et à tirer des données désagrégées de certaines des informations disponibles dans la base de données. Toutefois, il convient de souligner que les micro-données même lorsqu'elles sont soumises aux restrictions découlant de leur caractère pleinement confidentiel, ne pourront faire partie à titre régulier de la base de données statistiques dans l'avenir immédiat, une raison essentielle étant qu'il faudrait manipuler une énorme quantité d'informations.
19. A la lumière des observations susmentionnées, il est évident que les principales unités statistiques de la base de données seront les pays ou régions de pays. Les données traitées pour ces unités concerneront les questions économiques et sociales ordinaires qui ont été jugées utiles et elles seront désagrégées pour se rapporter à des variables relatives à ces questions.
20. Dans le cadre de son utilisation en général, la principale fonction de la base de données est censée être de donner des informations de base dans des publications périodiques ou sur demande spéciale. Cette philosophie à elle seule ne justifie toutefois pas la mise en place et l'utilisation d'une base de données.
21. Il faut encore plus impérativement que les informations de la base de données soient utilisées de manière intégrée pour pouvoir expliquer les conséquences des politiques économiques et sociales des différents pays et de la région tout entière. Autrement dit, il faut relier entre elles les informations sur les divers sujets de la base de données.
22. Le cadre le plus approprié à cet égard est la base géographique constituée par les pays eux-mêmes ou leurs zones urbaines et régions. Un tel cadre est trop global, mais dans une région ayant de pays que l'Afrique, il semble un bon point de départ.
23. Il est possible, étant donné la situation décrite ci-dessus, d'examiner les perspectives dans le domaine des applications analytiques de la base de données statistiques de la CEA compte tenu des possibilités techniques actuelles dont certaines sont discutées dans les rubriques suivantes.
24. Mise en tableaux. La fourniture de données de base sans classification explicative d'aucune sorte restera vraisemblablement une fonction de la base de données mais n'est, de toute évidence, pas une activité analytique.

Toutefois, lorsque les données sont mises en tableaux et classées d'après une ou plusieurs caractéristiques ou variables, elles portent en elles une explication de la situation à laquelle elles se rapportent. Les tableaux des annuaires et autres publications statistiques en sont des exemples.

25. L'élaboration des publications statistiques périodiques sera sans nul doute l'une des principales fonctions de la base de données dans un avenir prévisible. Il faudra longtemps avant que l'on ne puisse, au moyen de terminaux et autres dispositifs connexes, mettre les mêmes informations à la disposition d'un assez grand nombre d'utilisateurs.

26. On peut également citer les tableaux répondant à des demandes spécifiques, qui contiennent presque toujours des éléments analytiques en ce sens qu'ils sont destinés à soutenir des recherches précises.

27. Analyse de données agrégées. L'une des formes d'analyse les plus courantes et les plus utiles est la consolidation des données pour avoir un tableau assez complet d'une situation donnée. La comptabilité nationale qui fournit des informations intégrées sur une économie nationale en utilisant la monnaie comme unité de base en est peut-être le meilleur exemple.

28. La base de données statistiques de la CEA contient déjà des estimations à jour du PIB par branche d'activité et par catégorie de dépenses pour tous les pays membres. Il s'agit de chiffres officiels nationaux lorsque ces derniers sont disponibles et les lacunes sont comblées par des estimations du secrétariat. Certaines données de la comptabilité nationale sont bien sûr disponibles; sur les fichiers de la base de données mais aucun moyen de compilation automatique n'est prévu à cause de l'élément estimation qui y est impliqué. Il en va pratiquement de même au niveau national.

29. Etant donné l'importance des comptes nationaux dans l'analyse de la situation économique africaine, un bref examen de l'état actuel de ce compte figure à l'annexe III. On verra qu'il faudra entreprendre un volume considérable de travail supplémentaire avant de parvenir à une comptabilité nationale satisfaisante, en particulier dans les pays les moins avancés.

30. Les tableaux entrées-sorties, nécessaires dans l'analyse de la structure et de la performance de l'activité économique, sont un élément important de la comptabilité nationale. Jusqu'ici, seuls six pays africains ont établi ces tableaux; ce qui reflète plus ou moins la faiblesse générale des statistiques industrielles.

31. Quelques pays africains manifestent un intérêt accru à l'égard des matrices sur la comptabilité sociale qui peut être considérée comme un prolongement de la comptabilité nationale parce qu'elle couvre à peu près le même terrain mais se penche davantage sur la main-d'oeuvre et d'autres questions sociales. Pour l'heure, il n'est pas possible de déterminer si ce genre d'analyse sera largement adopté et des doutes subsistent quant à la capacité des pays d'établir des matrices sur la comptabilité sociale assez souvent pour en tirer profit.



32. Indicateurs socio-économiques. On a beaucoup écrit et dit à propos des indicateurs, mais il n'existe à ce jour aucune recommandation ferme sur le plan international et il n'y a eu aucun travail systématique au niveau national à ce sujet. La Conférence des ministres de la CEA s'est intéressée aux indicateurs et des documents ont été présentés tant à la première qu'à la deuxième session de la Conférence commune. Par ailleurs, la Commission de statistique de l'Organisation des Nations Unies a estimé il y a quelques années qu'il vaut mieux améliorer les statistiques de base au lieu de trop se tourner vers les indicateurs.

33. On peut dire que les indicateurs sont un moyen analytique rapide et utile de comparer les conditions économiques et sociales des pays et des collectivités. Ils peuvent également indiquer l'évolution au fil du temps dans un pays ou dans une activité. Un des avantages qu'ils présentent est de pouvoir souvent être estimés dans des situations où les données de base sont insuffisantes et où quelques résultats intéressants ont été obtenus sur un grand nombre de pays. Toutefois, les indicateurs ne peuvent représenter une bonne base de formulation des politiques de développement, pour laquelle une analyse plus détaillée s'impose.

34. La base de données statistiques de la CEA doit par conséquent centrer ses efforts sur l'établissement de statistiques de base reliées entre elles, y compris des statistiques à caractère global telles que les comptes nationaux. Ce stade atteint, la plupart des indicateurs courants seront disponibles de toute manière sans compromettre la possibilité de disposer de données plus complètes.

35. Modèles socio-économiques. Ce sont les modèles économétriques, les modèles de planification et les modèles de comptabilité sociale. La plupart des données qui contribuent à l'établissement de la comptabilité nationale et d'autres cadres globaux peuvent également être utilisés pour mettre au point des modèles à caractère économétrique. De tels modèles sont analytiques puisqu'ils concourent à une analyse de la structure passée et actuelle de l'économie. Ils examinent de plus près les relations réciproques entre les variables et peuvent servir dans l'établissement de projections à long et court terme ainsi que de comparaisons entre pays. La CEA a déjà construit des modèles économétriques qui ont été présentés à la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains à sa première session en 1980.

36. A titre d'exemples de modèles de planification, on peut citer les modèles d'échanges inter-industriels et plus souvent les modèles d'échange inter-sectoriels qui sont des instruments utiles en planification. La CEA a également fait des travaux dans ce domaine et quelques-uns des résultats sont donnés au titre du point de l'ordre du jour traitant des projections sectorielles. Les modèles de comptabilité sociale sont également utiles pour la prévision à court terme ainsi que pour faire des ajustements économiques et le secrétariat de la CEA se propose d'entreprendre sous peu une étude dans ce domaine.

37. Ces trois types de modèles se révéleront probablement très utiles dans l'étude des conditions africaines. Toutefois, il importe énormément d'adapter chacun d'eux aux conditions particulières des pays et ainsi les travaux se poursuivent en vue de mettre au point des modèles appropriés pour les pays africains.

38. Analyses spécialisées. Très souvent, il est nécessaire de mener des études approfondies sur la structure et les activités dans des domaines particuliers. Un cas déjà mentionné dans le cadre de la comptabilité national est l'analyse des échanges inter-industrielle nécessaire pour élaborer des politiques de développement industriel efficaces.

39. Un autre exemple précis est l'analyse démographique, qui explique la dynamique des populations, laquelle doit être également considérée comme un instrument indispensable dans l'élaboration des politiques. Ce domaine comporte l'établissement de projections démographiques, des études sur les corrélations de la population et des diverses variables sociales et économiques, de même que l'estimation des besoins essentiels de la population tels que le logement, la nourriture ainsi que les services sanitaires et la base de données statistiques fournirait les informations nécessaires pour une telle entreprise.

40. D'autres domaines importants dans lesquels un examen analytique restera probablement nécessaire sont le commerce et la balance des paiements, entre autres. Les opérations relatives à ces domaines nécessiteraient une analyse des relations réciproques entre le commerce, les transports, les opérations avec l'extérieur et les autres activités économiques et sociales et les informations pourraient être fournies par la base de données statistiques dont des renseignements pourraient également servir à résoudre les problèmes liés à la création ou au renforcement d'institutions commerciales, monétaires et financières, régionales ou sous-régionales.

41. Au titre des analyses spécialisées, il semble souhaitable de mentionner encore une fois les recensements et les enquêtes concernant les micro-données. Bien que l'on n'envisage nullement d'incorporer immédiatement les micro-données dans la base de données, il faut bien être incorporer, les résultats condensés de ces recensements et enquêtes. Pour des postes fondamentaux tels que le revenu, les dépenses et la répartition des emplois, le problème n'est pas très aigu et les données peuvent être ajoutées au fichier par sujet dont il a été question dans la première partie du présent document. Cependant, l'analyse des résultats des recensements et des enquêtes eux-mêmes donnera une quantité considérable d'informations supplémentaires. Cela éclairera davantage les structures et tendances économiques et sociales et expliquera dans une certaine mesure les relations existant entre les variables concernées. Il convient toujours de chercher le moyen pratique d'incorporer de telles informations dans la base de données.

#### IV. CONCLUSIONS

42. Le présent document donne une description des objectifs de la base de données statistiques de la CEA, les éléments qu'elle doit contenir, l'état actuel des travaux et certains de ses usages probables. Il ne fait aucun doute que la constitution de la base de données dépend entièrement des statistiques fournies par les pays de la région.

43. D'autres documents présentés à la Conférence commune indiquent que les statistiques africaines ont enregistré des progrès au cours des deux décennies écoulées depuis l'indépendance mais que ces progrès ont été beaucoup trop lents et que ni la quantité des données ni leurs usages ne répondent aux besoins d'une planification efficace du développement et n'apportent de solutions aux problèmes économiques et sociaux actuels. La principale difficulté réside dans le fait que les gouvernements africains n'accordent toujours pas une priorité suffisante au développement des statistiques.

44. A cet égard, il convient de retenir 4 points : 1) le coût du fonctionnement d'un service statistique national efficace est nettement faible par rapport au coût total du fonctionnement de l'administration centrale; 2) la tendance adoptée par les gouvernements africains après l'indépendance de considérer les plans de développement comme des listes de projets à faire financer ne se justifie plus mais se perpétue malgré tout par les donateurs qui lient leurs propres programmes d'aide, à l'élaboration de telles listes; 3) une conception équilibrée du développement national fondée sur une analyse concrète de la situation présente et des perspectives futures peut considérablement réduire le gaspillage actuel de ressources et 4) la première session de la Conférence commune a trouvé dans l'analyse des données un facteur qui pourrait amener les producteurs et utilisateurs de données à collaborer plus efficacement et, on l'espère, rendre la planification africaine plus efficace.

45. A la lumière des observations ci-dessus, la Conférence commune est invitée à examiner et, si nécessaire, réviser le projet actuel de mise en place de la base de données statistiques de la CEA. La question fondamentale est de savoir dans quelle mesure la base de données peut appuyer les efforts de développement de l'Afrique: cette base de données donne-t-elle satisfaction sous sa forme actuelle ou faudrait-il de préférence la réorganiser?

LISTE DE BASE DES POINTS DE L'ENQUETE STATISTIQUE SUR L'AFRIQUE<sup>1/</sup>

a) Population

i) Agrégats, par sexe et par grands groupes d'âge (applicables au pays). Une distinction sera faite, s'il y a lieu, entre les principaux groupes économiques (populations urbaines et populations rurales, par exemple, ou autres classifications pertinentes qui permettraient de distinguer entre les groupes à économie de subsistance et les autres; les nomades devraient constituer un groupe distinct si leur nombre est important). Dans de nombreux cas, on pourrait préférer la population de fait à la population légale.

ii) Fécondité. Estimations de la fécondité pour les principaux groupes; elles pourront être présentées sous une forme quelconque depuis les taux de fécondité par âge jusqu'aux estimations du nombre d'enfants nés d'un nombre déterminé de femmes, et elles pourront être fondées sur des données provenant de régions d'enregistrement particulières, sur des estimations faites dans l'intervalle des recensements, sur des enquêtes par sondage et sur des enquêtes partielles.

iii) Migrations. Estimation du nombre d'habitants s'installant sur le territoire ou quittant le territoire, par année (ou par saison), selon l'âge et le sexe (si possible). Estimation des migrations intérieures lorsqu'elles sont importantes.

iv) Ménages. Répartition de la population par type de ménage (urbain-rural, ou autres classifications appropriées).

b) Main-d'oeuvre

i) Nombre de personnes employées (en faisant une distinction entre employés permanents et employés temporaires), pendant une période de rémunération appropriée dans les principales branches d'activité économique, y compris l'agriculture (plantations, etc.) dans le secteur organisé de l'économie.

ii) Rémunérations totales des salariés classés comme sous b) i).

iii) Chômage dans les régions urbaines.

iv) Enquête sur la population active dans les régions à économie de subsistance (au moyen d'enquêtes par ménage).

---

<sup>1/</sup> Extrait du document E/CN.14/25 "Rapport de la Conférence des statisticiens africains".

c) Agriculture

- i) Superficie et production des principales cultures; produits de l'industrie laitière et de l'élevage.
- ii) Superficie et production des plantations et des grandes exploitations analogues.
- iii) Superficie et production des cultures autres que celles qui figurent sous i) (extension progressive des enquêtes agricoles).
- iv) Répartition estimative des exploitations agricoles selon la superficie, les groupes à économie de subsistance étant classés séparément (enquêtes rurales spéciales).
- v) Effectif estimatif du cheptel, les groupes à économie de subsistance étant classés séparément (enquêtes rurales spéciales).
- vi) Nombre estimatif d'animaux abattus annuellement, selon l'espèce
- vii) Prix moyens versés aux agriculteurs pour chaque produit agricole important et prix moyens payés par les agriculteurs pour les principaux facteurs de production.
- viii) Estimation de la formation annuelle brute de capital dans le secteur du matériel et des machines agricoles, dans la mise en valeur et la bonification des terres.

d) Forêts

- i) Quantité et valeur des arbres abattus.
- ii) Quantité et valeur des autres produits forestiers.
- iii) Superficie annuelle de forêts nouvellement plantées.

e) Pêche

- i) Nombre de bateaux de pêche battant pavillon national selon le tonnage; distinguer les bâtiments à moteur, les navires et la batellerie.
- ii) Quantités débarquées annuellement (pêche maritime et pêche en eau douce) et leur valeur (les pays devant décider s'il y a intérêt à connaître la composition des quantités pêchées).

f) Industrie (et mines)

- i) Nombre d'établissements, nombre de personnes employées et production annuelle nette, par branche d'activité économique et selon les dimensions de l'établissement. Ces données seraient d'abord recueillies pour les grands établissements, puis étendues progressivement, au moyen d'enquêtes par sondage, aux petits établissements (y compris l'artisanat).
- ii) Total des salaires et traitements, classés comme ci-dessus.
- iii) Nombre de jours ou d'heures de travail, classés comme ci-dessus.
- iv) Energie et force motrice: puissance installée, selon la dimension de l'établissement et par branche d'activité économique.
- v) Valeur des principaux produits et valeur des matières premières des combustibles et de l'énergie consommés annuellement, par branche d'activité économique
- vi) Formation annuelle brute de capital, par catégorie de biens d'équipement et par branche d'activité économique.
- vii) Production, consommation, stocks et commerce de combustibles et d'énergie (annuellement).
- viii) Ventes des producteurs: moyennes des prix ou rapports de prix pour chaque produit important, à combiner si possible en indices mensuels classés par branche d'activité économique.
- ix) Indices mensuels et trimestriels de la production industrielle, en classant séparément l'industrie minière et l'industrie manufacturière.

g) Transports et communications1. Transports par eau

- i) Nombre de bâtiments et tonnage, en ce qui concerne: 1) les transports commerciaux intérieurs, et 2) les transports commerciaux maritimes.
- ii) Tonnage des marchandises embarquées et débarquées annuellement, en ce qui concerne: 1) les transports intérieurs et 2) les transports maritimes.
- iii) Entrées et sorties (annuelles), en distinguant le cabotage et la navigation internationale.
- iv) Formation annuelle brute de capital.

2. Transports ferroviaires

- i) Longueur des voies.
- ii) Nombre, puissance et capacité des véhicules, selon le type.
- iii) Tonnes-kilomètres nettes et voyageurs-kilomètres, par mois ou par trimestre.
- iv) Tonnage des marchandises chargées et déchargées, par mois ou par trimestre.
- v) Formation annuelle brute de capital, selon le type.

3. Transports aériens civils

- i) Nombre d'appareils immatriculés, selon le type.
- ii) Voyageurs-kilomètres (ou milles) et tonnes-kilomètres (ou milles) (fret et courrier) par an, pour le trafic intérieur d'une part, et pour le trafic international, d'autre part.
- iii) Tonnage du fret chargé et déchargé (trafic intérieur et trafic international).
- iv) Nombre de départs et d'arrivées de voyageurs (trafic intérieur et trafic international).
- v) Formation brute de capital.

4. Transports routiers

- i) Longueur des routes, classées selon le type de revêtement.
- ii) Nombre et charge utiles des véhicules, classés selon leur type.
- iii) Formation annuelle brute de capital.
- iv) Estimations du tonnage transporté par route (enquêtes sur la circulation).

5. Télécommunications

- i) Nombre d'appareils téléphoniques en service et taux annuel d'accroissement de ce nombre.
- ii) Nombre de postes de T.S.F. utilisés et taux annuel d'accroissement de ce nombre.

h) Enseignement

Nombre d'écoles et de classes selon le niveau d'enseignement et le type d'école; nombre de maîtres selon le sexe, le niveau d'enseignement et le type d'école; nombre d'élèves inscrits selon le sexe et la classe suivie, avec distinction entre les écoles primaires, les écoles secondaires et l'enseignement supérieur. Nombre de diplômes délivrés dans l'enseignement national, par genre de diplôme.<sup>1/</sup>

---

<sup>1/</sup> Dans les pays qui envoient beaucoup d'étudiants à l'étranger pour leurs études supérieures, il peut être utile de fournir également des renseignements sur ces étudiants.

i) Santé et services sanitairesi) Santé

- Mortalité - Décès par grands groupes d'âge, pour les mêmes groupes d'âge que dans le cas de la fécondité (para. a) ii) ci-dessus et par les méthodes indiquées audit para.); décès selon les principales causes.

- Morbidité - Nombre d'admissions dans les hôpitaux selon les principales causes et le sexe des malades.

ii) Services sanitaires

Nombre des médecins, d'infirmiers et infirmières; distinguer si possible ceux qui exercent dans les services publics et ceux qui exercent à titre privé.

- Nombre d'hôpitaux et de lits d'hôpitaux, selon le type d'hôpital (médecine générale, maternité, hôpitaux pour tuberculeux, léproseries hôpitaux psychiâtriques, etc.).

- Nombre de journées d'hospitalisation (si possible, selon le type d'hôpital).

- Nombre de centres de protection maternelle et infantile.

- Nombre de services de consultations externes, de dispensaires, de centres sanitaires ou médicaux périphériques.

- Nombre annuel de consultations dans les services de consultations mentionnés ci-dessous et par les équipes médicales et sanitaires mobiles.

- Vaccinations pratiquées.

iii) Assainissement

Pourcentage de la population qui dispose d'une eau potable (protégée).

j) Commerce extérieur1. Exportations

i) Valeur et volume des exportations, par marchandise, avec classification croisée selon le pays de destinations, annuellement et par trimestre au moins.

ii) Indices du volume et de la valeur unitaire des marchandises importantes et des groupes de marchandises importants, annuellement et par trimestre. Indices du volume total et de la valeur globale.

iii) Prix moyens payés aux exportateurs, pour chaque marchandise importante (mensuellement).

2. Importations

i) Comme pour les exportations, avec les classifications appropriées par marchandise.

ii) Montant des droits perçus, par article du tarif douanier.



k) Monnaie, crédit et banque

- i) Bilans de la banque centrale, (y compris, le cas échéant, ceux des autres autorités monétaires), bilans globaux des banques de dépôt, des autres catégories de banques, des sociétés d'assurance et d'autres types d'institutions financières, selon la classe d'institutions (mensuellement). Les bilans ventileront l'actif selon les secteurs économiques débiteurs et le passif suivant les différentes catégories.
- ii) Prêts et avances, selon l'objet et la branche d'activité (y compris l'agriculture) et suivant le type de banque ou d'institution financière (par an et par trimestre).
- iii) Sommes retirées des comptes dans les banques de dépôt (par mois).
- iv) Taux d'escompte ou de réescompte de la banque centrale (par mois). D'autres données sur les taux d'intérêt seraient utiles si les marchés commerciaux sont suffisamment développés pour permettre d'élaborer de bonnes séries chronologiques.
- v) Valeur, dans une monnaie étrangère de référence, des réserves officielles et bancaires d'or et de devises (par mois).
- vi) Taux de change d'une monnaie étrangère de référence (quotidiens).
- vii) Balance des paiements (annuelle) selon le type de transactions.
- viii) Estimations périodiques des éparges intérieures, selon l'origine et le degré de liquidité.
- ix) Indices mensuels des prix de gros mesurant séparément les prix payés aux producteurs (exportations comprises) et les prix payés par les consommateurs locaux (importations comprises).

l) Finances publiques

- i) Encaissements et décaissements et variations des liquidités des emprunts et de la dette publique. (Donner la priorité à l'administration centrale, mais inclure les autorités locales partout où c'est possible).
- ii) Classification économique des encaissements et des décaissements, en distinguant les comptes de capital et les comptes courants.
- iii) Classification économique et fonctionnelle des dépenses.
- iv) Recettes provenant de chacun des principaux impôts.

m) Revenu, dépense et consommation des particuliers

- i) Répartition estimative des revenus, selon leur importance.
- ii) Répartition de la consommation et des dépenses des ménages, pour les principaux groupes sociaux et économiques, selon le type de dépense et l'importance du revenu.
- iii) Indices des prix à la consommation, pour des catégories déterminées de ménages.
- iv) Estimation des principaux éléments de la consommation, par genre et par quantité, en particulier pour les groupes à économie de subsistance.

n) Logement

Petites enquêtes par sondage en vue de déterminer les séries à utiliser pour l'Afrique. Distinguer entre les unités d'habitation "permanentes", désignées comme telles, et les huttes ou habitations temporaires et improvisées. Il y aura lieu d'élaborer des mesures de densité pour indiquer les logements surpeuplés. Loyers et installations (éclairage, chauffage, eau, équipement sanitaire, etc.), distinguer partout logements urbains et logements ruraux.

o) Distribution commerciale

Elaborer, comme base d'études ultérieures, une estimation du nombre d'établissements et d'employés, par l'emploi de méthodes de sondage qui permettent de déterminer la structure de la distribution commerciale, le chiffre d'affaires et le produit net.

p) Autres sujets

Statistiques des services non énumérés ailleurs; mandats-poste, nombre de lettres; précipitations et températures, données hydrographiques; mouvement intérieur des marchandises; statistiques du tourisme, prêts consentis par des particuliers le cas échéant.

DONNEES REQUISES POUR SUIVRE ET EVALUER LA MISE  
EN OEUVRE DU PLAN D'ACTION DE LAGOS

<u>Description des données</u>	<u>Usages</u>
I. ALIMENTATION ET AGRICULTURE	
a) <u>Agriculture</u>	
i) Superficie et nombre des exploitations agricoles classées selon la taille (superficie totale), le régime d'exploitation et la culture irriguée ou non (par décennie)	L'agriculture est l'activité la plus importante en Afrique. Elle assure l'alimentation des populations et fournit les matières premières de base pour les industries manufacturières ainsi que des emplois et un revenu à une grande partie de la population. Des statistiques agricoles représentent par conséquent des indicateurs utiles pour améliorer et accroître la production dans ce secteur conformément aux besoins de l'économie dans son ensemble. Les statistiques sur le cheptel sont utiles pour formuler, en indiquant la nécessité, des mesures visant à équilibrer convenablement l'offre et la demande de productions animales.
ii) Nombre des exploitations agricoles classées selon le type d'énergie et d'outillages utilisés (par décennie).	
iii) Superficie et nombre des exploitations agricoles classées d'après l'utilisation de la terre au cours de la campagne agricole précédente (par décennie).	
iv) Superficie et nombre des arbres et des pieds de vigne selon les essences (par décennie).	
v) Superficie occupée par les cultures vivrières d'après les spéculations (par décennie).	
vi) Superficie ensemencée et récoltée, rendement et production au cours de la période de référence pour les cultures vivrières principales (par an).	
vii) Nombre des arbres et des pieds de vigne d'âge productif, rendement et production pour les principaux d'entre eux (par an).	
viii) Effectif du cheptel à une date donnée selon l'espèce, le sexe et l'âge (par décennie)	
ix. Effectif du cheptel possédé à une date donnée, nombre des animaux abattus au cours de l'année pour les espèces principales du cheptel, quantité des productions animales (par an).	

Description des donnéesUsages

x) Formation brute de capital dans le domaine des machines et du matériel agricoles (par an).

xi) Indice de la production agricole au cours de la campagne agricole. (par an).

b) Sylviculture

- i) Superficie des terres forestières par catégorie
- ii) Densité des forêts productives (par période de cinq ans).
- iii) Composition et mode de gestion des forêts en exploitation (par période de cinq ans).
- iv) Stock des ressources forestières en végétation et régénération au cours de l'année des forêts en exploitation (par période de cinq ans).

La sylviculture fournit 1) des informations sur les ressources forestières exploitables actuelles et potentielles en vue du développement des industries du bois 2) des connaissances servant à planifier l'utilisation des terres dans l'agriculture et à d'autres fins.

v) Quantité des arbres abattus au cours de l'année dans les forêts en exploitation (par période de cinq ans).

Renseignements utiles pour l'industrie du bâtiment.

vi) Volume de bois rond transporté, classé en conifères et non-conifères (par an).

c) Pêche

- i) Nombre annuel de bateaux de pêche battant pavillon national à une date donnée, classés selon les groupes de population et la taille des bateaux (par an).
- ii) Nombre et production annuels des aleviniers au cours de l'année.
- iii) Stock de poissons vivants et quantités débarquées par les bateaux de pêche battant pavillon national ainsi que les engins de pêche mobiles et fixes et quantités pêchées dans les eaux intérieures (mensuellement).

Ces renseignements sont utiles pour planifier l'expansion et l'amélioration des moyens de l'industrie halieutique.

Ces données aident à évaluer la santé de l'industrie halieutique et à trouver des méthodes permettant de satisfaire la demande de consommation de produits de la pêche. Elles contribuent également au calcul des estimations de la comptabilité nationale.

Description des données

Usages

II. SECTEUR INDUSTRIEL

a) Industries extractives, manufacturières, construction et production d'électricité, de gaz, de pétrole, d'eau, etc.

Renseignements suivants concernant les établissements (par décennie).

- i) Branche d'activité
- ii) Genre d'organisation juridique ou économique
- iii) Nombre de personnes employées
- iv) Capacité des machines et de l'équipement (puissance, etc.)
- v) Valeur et quantité des matières premières, des combustibles et de l'électricité produits au cours de l'année selon le type de produits et la branche d'activité
- vi) Valeur et quantité des matières premières, des combustibles et de l'électricité consommés ainsi que des biens et de l'électricité produits au cours de l'année selon le type de produits et la branche d'activité.
- vii) Valeur ajoutée au cours de l'année par branche d'activité.
- viii) Formation brute de capitale au cours de l'année selon le type de biens d'équipement.
- ix) Quantité de l'électricité et des principaux biens produits au cours de la période.
- x) Indices de la production industrielle au cours de la période selon la branche d'activité.

b) Commerce de gros, de détail, et services connexes

Nécessité de disposer de renseignements suivants concernant les établissements (par décennie):

- i) Genre d'organisation juridique ou économique
- ii) Nombre de personnes employées.
- iii) Genre d'activité, nature et type de l'établissement d'entreprises.

L'industrialisation préoccupe beaucoup les pays africains qui s'efforcent d'accroître considérablement la production de biens manufacturés qui dépend elle aussi de la croissance de la production d'énergie, des industries extractives et de la construction, entre autres. Les statistiques industrielles aident à déterminer les genres d'établissements industriels nécessaires ainsi que certaines des mesures requises pour la croissance industrielle, par exemple mesures visant à encourager une activité industrielle spécifique jugée importante pour l'économie. Elles servent également à mesurer l'incidence de ces mesures sur le développement économique.

La distribution des biens et services constitue une partie importante de l'activité économique dans les pays africains. Elle crée des emplois et une demande de travail et de ressources en capital. Les statistiques permettent de connaître la nature du commerce de distribution et sa part

<u>Description des données</u>	<u>Usages</u>
iv) Valeur des biens vendus et marges brutes au cours de l'année.	relative dans le produit intérieur brut. Elles servent également comme
v) Pour le commerce de détail, valeur des biens vendus au cours de l'année, classée selon le type de marchandises et le type d'activité de l'établissement.	indicateurs de l'état des affaires et du niveau ainsi que de la structure de la consommation privée.
vi) Valeur des biens vendus et marges brutes au cours de l'année, classées selon le type d'activité de l'établissement.	
vii) Valeur de la quantité totale de biens destinés à être vendus à la fin de l'année selon le type d'activité de l'établissement.	
viii) Formation brute de capital au cours de l'année, selon le type de biens d'équipement et le type d'activité de l'établissement.	
ix) Valeur des biens vendus et des stocks à la fin de la période selon le type d'activité de l'établissement	

### III. RESSOURCES NATURELLES

#### a) Climat

Statistiques des précipitations, de la température, de l'humidité, de la vitesse du vent et de la nébulosité (mensuellement)

Le climat influe sur la croissance de la nature et les différents aspects de la vie humaine. Par conséquent, un registre du changement des conditions climatiques est utile pour l'analyse socio-économique.

#### b) Sols

Analyses des types de sols et essais de ces sols en laboratoire;  
établissement de cartes des sols, notamment cartes d'utilisation et d'aptitude des sols.

Ces renseignements fournissent  
1) une connaissance de la stabilité des sols et de leur utilisation dans la construction du bâtiment et des travaux publics ainsi que dans la fabrication de matériaux convenables pour les bâtiments et les routes;  
2) une idée de l'adaptation des sols au développement agricole et 3) une indication préliminaire de la disponibilité des minéraux.

Description des donnéesUsagesc) Ressources en eau

- i) Inventaire des ressources en eau, tant de surface que souterraines, études hydrauliques des bassins fluviaux.

Ces informations permettent de connaître la surface piézométrique - le niveau que l'eau atteindra du fait des phénomènes atmosphériques et de l'existence de puits artésiens. Elles sont utiles pour l'irrigation et la planification de l'approvisionnement en eau des zones rurales et urbaines. La configuration des bassins fluviaux peut indiquer lesquels sont susceptibles d'être des sources d'énergie hydro-électrique. L'inventaire des ressources en eau peut également servir dans l'étude de la demande et de l'offre des productions liées à la disponibilité de l'eau.

- ii) Etude des ressources halieutiques et autres ressources biologiques des mers et des cours d'eau.

d) Minéraux

Etablissement de cartes, de séries photogéologiques et de cartes géologiques détaillées.

Connaissance des ressources minérales.

## IV. RESSOURCES HUMAINES

a) Population et fait d'état civil

- i) Chiffres de la population à une date donnée, classée selon les critères suivants: et par décennie:

Situation matrimoniale

Sexe et âge;

Niveau d'instruction;

Type et niveau d'enseignement atteint;

Groupe ethnique ou nationalité;

Lieu de naissance et durée de résidence;

Type et taille du ménage;

Femmes en âge de procréer et ménopausées et;

Nombre total de naissances vivantes.

Les effectifs, la nature et la répartition de la population ainsi que ses variables permettent de planifier le développement et constituent des atouts pour déterminer l'importance et le caractère de la demande de biens et services de même que la quantité et la qualité des ressources et main-d'oeuvre nécessaires pour produire ces biens et services.

Description des donnéesUsages

- ii) Nombre de naissances vivantes survenues au cours de l'année, en indiquant le sexe, la parité et l'âge de la mère, les zones urbaines et les zones rurales ainsi que les principaux districts administratifs étant classés séparément (par an).
- iii) Nombre de décès survenus au cours de l'année par sexe, âge, et cause, en classant séparément les zones urbaines et les zones rurales ainsi que les principaux districts administratifs (par an).
- iv) Nombre d'immigrants et d'émigrants au cours de l'année, classés par sexe et par âge (par an).

b) Emploi et conditions d'emploi

- i) Population active au cours d'une période de référence, classée par genre d'activité économique, sexe et âge, situation matrimoniale, importance des salaires et traitements versés et nombre d'heures de travail effectuées (par décennie).
- ii) Taux de rémunération, gains avantages supplémentaires et renseignements connexes, par âge et par sexe, par métier et par genre d'activité économique (par an).
- iii) Nombre d'employés et d'ouvriers ayant participé à des grèves et des lock-out au cours d'une période déterminée et temps de travail perdu; par branche d'activité économique (par an).
- iv) Accidents du travail survenus selon le lieu de l'événement, la cause, le type de blessures causées et la gravité (par trimestre et par an).

Le travail est l'un des facteurs de production les plus importants et il se traduit par la quantité de biens et services produits qui en reflète également la productivité. Ainsi les statistiques de l'emploi et des conditions d'emploi permettent d'étudier le sous-emploi et le chômage en vue de les éliminer et d'accroître la productivité.

c) Logement

- i) Nombre d'unités de logement occupées à une date donnée en précisant le type d'unité, d'éclairage et de chauffage, le nombre d'occupants et de pièces, le type d'approvisionnement en eau et le régime d'occupation; classer à part les zones urbaines et les zones rurales (par décennie).

Enseignements utiles pour déterminer la situation du logement et envisager de l'améliorer.



DescriptionsUsages

- ii) Nombre d'unités vacantes par type, en classant séparément les zones urbaines et les zones rurales ainsi que les principales divisions administratives (annuellement ou occasionnellement selon que de besoin).
- iii) Nombre de ménages par taille et type dans les zones urbaines, rurales de chaque division administrative (par décennie).
- iv) Nouveaux bâtiments, agrandissement des anciens bâtiments et obsolescence au cours de l'année, par type, nombre de pièces, genre d'approvisionnement en eau et type de propriété (par an).

Renseignements utiles pour déterminer les conditions de logement et envisager de les améliorer.

d) Statistiques sur les ménages

- i) Composition et nombre de salariés des ménages (par an).
- ii) Nombre de personnes employées dans les entreprises familiales par branche d'activité (par an).
- iii) Recettes annuelles des ménages: Ventes de biens et services par les entreprises familiales produits de la terre consommés classés par type de produits; Revenu du travail et autres revenus salariaux (préciser la branche d'activité); Revenu de la propriété; Autres recettes provenant de l'Etat (subventions agricoles; Vente de biens, classés d'après l'usage domestique ou le type d'usage industriel; Dettes contractées par des ménages et prêts remboursés par d'autres; Autres transferts de sources locales et étrangères.

Ces statistiques fournissent des informations sur la nature des ménages: consommation, habitudes, revenu, épargne et subsistance, activités économiques. Ils servent dans l'établissement des estimations de la compatibilité nationale et l'évaluation du niveau de vie.

Descriptions des donnéesUsages

- iv) Dépenses annuelles des ménages  
 Dépenses courantes des entreprises familiales classées d'après le genre d'activité économique; Acquisition de biens locaux et importés aux fins de transformation et de revente, en précisant l'activité d'origine; Loyer de bâtiments et d'équipement; location de services; Autres dépenses courantes; Consommation de biens durables achetés ou produits localement par type de produits; Impôts et contributions; Loyer; Intérêts sur les ventes à crédit; Dépenses de consommation; Prêts accordés et remboursements; Paiements au titre de l'achat ou de la réparation de propriétés, selon l'usage domestique ou le type d'usage industriel; Autres transferts locaux et de provenance étrangère.

## V. SERVICES SANITAIRES

a) Morbidité

- i) Nombre de cas de maladies infectieuses apparus au cours d'une période de référence, classés d'après le type de maladie, l'âge et le sexe du malade (par an et par trimestre).
- ii) Nombre de personnes vaccinées ou immunisées par les autorités publiques au cours d'une période de référence, d'après le type de protection (par trimestre et par an).
- iii) Nombre d'accidents de la route d'après le type de blessures causées ainsi que l'âge et le sexe des blessés (par an).
- iv) Nombre de malades hospitalisés d'après la cause de l'hospitalisation et l'emplacement de l'hôpital ainsi que la résidence, l'âge et le sexe du patient (par an).
- v) Nombre de malades hospitalisés autorisés à sortir de l'hôpital, d'après l'emplacement de l'hôpital, la cause de l'hospitalisation, la résidence, la durée du séjour à l'hôpital l'âge et le sexe du patient (par an).
- vi) Nombre de consultations faites dans les hôpitaux les centres de santé et autres services de consultations externes par type de maladie ainsi que par âge et par sexe, en classant séparément les institutions publiques des institutions privées et les zones urbaines des zones rurales (par an et par trimestre).

Etant donné qu'une bonne santé est indispensable au bien-être, l'amélioration de la situation sanitaire de la population d'un pays est l'un des principaux objectifs des efforts de développement national. Les statistiques sanitaires donnent une mesure du niveau sanitaire atteint et peuvent se mettre en regard des besoins réels de la population; elles permettent donc de déterminer approximativement dans quelle mesure les services sanitaires disponibles dans le pays sont adéquats.

Description des donnéesUsages

- vii) Nombre annuel de patients se trouvant dans les hôpitaux et les centres de santé à une date déterminée, classés par âge et par sexe des patients ainsi que par type et emplacement de l'institution sanitaire.

b) Personnel et institutions sanitaires

- i) Effectif du personnel et des auxiliaires médicaux: médecins, infirmiers et infirmières, dentistes, externes techniciens de l'assainissement etc. à une date déterminée selon le sexe et le métier.
- ii) Nombre des hôpitaux, centres de santé et lits d'hôpitaux selon le type, l'emplacement et la propriété de l'institution (par an).
- iii) Recettes au cours de l'année des hôpitaux publics et privés, des autres institutions sanitaires et des autorités sanitaires publiques provenant a) des frais médicaux, b) du revenu de la propriété, c) des transferts courants d) de transferts en capital et e) des prêts, selon le type de formation sanitaire.
- iv) Dépenses courantes au cours de l'année des institutions sanitaires et des autorités sanitaires publiques consacrées aux biens non durables par type de service fourni (par an).
- v) Dépenses en capital des institutions sanitaires et des autorités sanitaires publiques par type de service fourni.

VI SYSTEME D'ENSEIGNEMENT

- a) Pour les établissements d'enseignement publics et privés à tous les niveaux, il faut les données suivantes regroupées selon le degré d'enseignement et le type d'établissement, en classant séparément les zones urbaines, les zones rurales et les principales divisions administratives (par an):
  - i) Nombre d'établissements;
  - ii) Nombre d'enseignants par sexe; qualification et nationalité;

Relever le niveau d'instruction est un objectif clé des efforts de développement parce que c'est ainsi que s'épanouit la personnalité, que s'acquièrent les connaissances et les aptitudes requises et que se renforce la capacité de participer efficacement aux activités communautaires. Ainsi

Description des donnéesUsages

- iii) Nombres d'élèves inscrits à une période déterminée, par sexe, et par nationalité pour les étudiants de l'enseignement supérieur (par an)
- iv) Nombres d'élèves inscrits dans les écoles primaires et secondaires, groupés selon la classe suivie, le sexe et l'âge (par an).
- b) Liste de la main-d'oeuvre de niveau supérieur avec toutes les personnes ayant obtenu des certificats d'études secondaires et suivi des cours dans l'enseignement supérieur ainsi que celles ayant des qualifications techniques spéciales (listes à tenir en permanence à jour).
- c) Dépenses publiques annuelles consacrées à l'enseignement par catégorie économique.

les données sur l'éducation permettent d'évaluer le niveau d'instruction atteint ainsi que les usages des différentes installations existantes et les besoins nationaux.

## VII LOISIRS ET CULTURE

a) Loisirs

- i) Nombre et tirage moyen des journaux et revues publiés classés séparément selon les zones urbaines et les zones rurales (par an).
- ii) Nombre annuel de livres en stock dans les bibliothèques publiques, classés par type de livres (par an).
- iii) Nombre de livres prêtés chaque mois par les bibliothèques publiques, classés par type de livres, en distinguant les zones urbaines des zones rurales (par an).
- iv) Nombre moyen des entrées hebdomadaires dans les salles de cinéma, théâtres, salles de concert, stades et autres installations destinées aux distractions, par type d'installation et en séparant les zones urbaines des zones rurales (par an).
- v) Nombre de sièges des salles de cinéma et des autres installations destinées aux distractions; à une date déterminée, par type d'installation et en classant séparément les zones urbaines et les zones rurales (par an)

L'homme étant un animal social, les loisirs et la culture influent directement sur son bien-être. Ainsi, les statistiques concernant la culture, les sports et d'autres formes de loisirs servent à estimer le degré d'épanouissement de la personnalité humaine.

Description des données

Usages

- vi) Superficie des espaces publics toujours accessibles tels que parcs, places publiques, plages à une date déterminée, d'après les principaux districts administratifs (par an).
  - vii.) Nombre de postes de radio, de télévision, de magnétoscopes et de tourne-disques en service, par type et selon les zones urbaines et les zones rurales (par an).
  - viii) Montant annuel des dépenses publiques et privées des associations à but non lucratif, consacrées aux biens et services relatifs aux loisirs.
- b) Culture
- i) Nombre annuel moyen d'entrées hebdomadaires dans les musées et installations culturelles analogues, faire la distinction entre les zones urbaines et les zones rurales.
  - ii) Montant annuel des dépenses publiques et privées des associations à but non lucratif, consacrées aux biens et services relatifs aux activités culturelles.

VIII. TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

a) Transport par eau

- i) Nombre, puissance, jauge, brute enregistrée et port en lourd des bâtiments des transports maritimes et intérieurs selon la marque et le type de propriété (par an).
- ii) Tonnage brut des marchandises embarquées et débarquées dans les transports maritimes et les transports intérieurs, selon les principaux ports (par trimestre ou par mois).
- iii) Formation annuelle brute de capital au cours de l'année.

Ces données aident à évaluer dans quelle mesure les moyens de transport et de communication sont adéquats et utiles compte tenu de la demande de services y relatifs au fur et à mesure du développement.

Description des données

Usages

b) Transports ferroviaires

- i) Longueur des voies (par an).
- ii) Nombre, puissance, capacité et type des véhicules à une date donnée (par an).
- iii) Tonnes-kilomètres nettes (fret) et voyageurs-kilomètres transportés (par trimestre ou par mois).
- iv) Tonnage brut des marchandises chargées et déchargées dans chaque grande région administrative (par trimestre ou par mois).
- v) Formation annuelle brute de capital au cours de l'année par type de véhicules.

c) Transports aériens

- i) Nombre d'appareils immatriculés selon le type, la marque et le type de propriété (par an).
- ii) Voyageurs-kilomètres et tonnes-kilomètres (fret et courrier) transportés par les appareils immatriculés pour le trafic intérieur et international (par trimestre et par mois).
- iii) Tonnage annuel brut des marchandises chargées et déchargées et nombre des départs et des arrivées de voyageurs en distinguant le trafic international du trafic intérieur.
- iv) Formation annuelle brute de capital au cours de l'année.

d) Transports routiers

- i) Longueur des routes selon le type de revêtement dans chaque grande région administrative (par an).
- ii) Nombre et charge utile des véhicules selon le type, classés d'après la région administrative d'immatriculation, la marque et le type de propriété (par an).
- iii) Formation annuelle brute de capital au cours de l'année.

Description des données

Usages

e) Communications

- i) Nombre annuel de télégrammes expédiés selon la destination, (pour l'intérieur ou l'étranger).
- ii) Nombre annuel d'appareil téléphoniques en service, d'après la localité.
- iii) Volume annuel du courrier postal en distinguant le courrier reçu de l'extérieur et celui expédier à l'extérieur par le pays.

IX. QUESTIONS COMMERCIALES ET FINANCIÈRES INTERNATIONALES

a) Institutions financières

- i) Bilans globaux à la fin de la période, séparément pour les banques centrales, les banques de dépôt, l'ensemble de ces deux sous-secteurs - le système monétaire - les sociétés d'assurance et les autres institutions financières, en ventilant l'actif selon le type d'institution et les principaux secteurs débiteurs et le passif selon le type d'institutions et les principaux secteurs créditeurs (par an et par mois).
- ii) Comptes des transactions globales (capital et financement) au cours de la période, séparément pour les banques centrales, les banques de dépôt, l'ensemble de ces deux sous-secteurs - le système monétaire - les sociétés d'assurance et les autres institutions financières, en ventilant l'actif selon le type d'institutions et les principaux secteurs débiteurs et le passif selon le type d'institutions et les principaux secteurs créditeurs (par an et par mois).
- iii) Valeur de la masse monétaire et de la base monétaire à la fin de la période (par mois).
- iv) Prêts et avances accordés et impayés classés d'après l'objet et le genre d'activité économique du bénéficiaire, séparément pour les banques centrales, les banques de dépôt, les sociétés d'assurance et les autres institutions financières (par an et par trimestre).
- v) Sommes retirées des comptes de dépôt au cours de la période (par mois).

Les données mentionnées au point i), concernant les institutions financières, entrent dans la formulation de la politique monétaire. Elles servent à indiquer l'importance des institutions financières dans le financement des activités économiques, et autres et elles mesurent les effets de ces institutions sur la masse monétaire (c'est-à-dire leur incidence sur la création de monnaie et la stabilité financière).

Description des donnéesUsages

- vi) Taux d'escompte et de réescompte des banques centrales, taux d'intérêt moyens, et taux des prêts consentis à des taux de base, relatifs aux hypothèques et autres dettes de l'Etat (par mois).
- vii) Valeur, en une monnaie étrangère, des liquidités internationales et des réserves compensatoires à la fin de la période (par mois).
- viii) Montant de la dette extérieure nette impayée, en une monnaie étrangère, à la fin de la période (par an).
- ix) Taux de change en vigueur: rapport de l'unité monétaire nationale à une unité monétaire étrangère (par jour).

b) Revenu disponible et épargne

- i) Revenu disponible brut au cours de l'année de la nation tout entière, des administrations publiques, des sociétés et quasi-sociétés ainsi que des ménages (par an).
- ii) Epargne au cours de l'année de la nation tout entière, des administrations publiques, des sociétés et quasi-sociétés ainsi que des ménages (par an).

La connaissance de l'épargne et du revenu disponible annuels est très utile pour planifier le développement

c) Prix

- i) Prix de vente moyens ou relatifs pratiqués par les exploitants et prix d'achat versés par les importateurs au cours de la période pour chaque groupe important de produits (par mois).
- ii) Prix de vente moyens ou relatifs reçus par les producteurs nationaux dans chaque branche d'activité pour chaque groupe important de produits (par mois).
- iii) Prix moyens ou relatifs payés par les producteurs nationaux pour les principaux facteurs de production dans certaines branches d'activité (par mois).
- iv) Indices des prix de vente reçus par les producteurs nationaux dans certaines branches d'activité (par mois).

Le prix est le mécanisme qui joue sur la demande et l'offre de biens et services. Il dépend de l'emplacement, de la répartition et de l'organisation de l'activité économique et il a des répercussions non seulement sur le coût de la vie mais aussi sur le niveau de vie. La lutte contre l'inflation revêt une très grande importance pour la stabilité de la société et les statistiques des prix fournissent les données permettant de formuler des mesures dans ce domaine.



Description des donnéesUsages

- v) Indices des prix payés pour les principaux facteurs de production dans certaines branches d'activité (par mois).
- vi) Prix moyens ou relatifs payés par les ménages pour les biens et services consommés localement (par mois).
- vii) Indices des prix à la consommation (par mois).

d) Commerce extérieur

- i) Valeur et quantité des exportations et des importations au cours de la période en indiquant les pays de destination (de préférence de la dernière expédition de marchandises) et les pays d'origine (de préférence des premières importations) pour chaque produit (par an et par trimestre).
- ii) Indices du quantum et de la valeur unitaire des importations et des exportations au cours de la période, classées par catégories de produits d'importance économique (par an et par trimestre).
- iii) Indices annuels des termes de l'échange.

Les exportations constituent une source importante de revenu intérieur et d'emploi ainsi que de devises nécessaires pour les importations de biens essentiels à des termes favorables. Les statistiques des exportations sont donc très utiles pour déterminer sur quels types de production intérieure porter les efforts, compte tenu de la demande extérieure. Les statistiques des importations permettent par ailleurs d'élaborer des politiques de substitution de productions locales aux importations et conjointement avec les statistiques des exportations, servent à déterminer les termes de l'échange.

e) Balance des paiements

- i) Balance des paiements au cours de la période classée d'après le type de transactions (annuellement).
- ii) Balance commerciale au cours de la période: exportations de biens et services moins importations de biens et services (annuellement).
- iii) Recettes nettes découlant des transferts courants provenant de l'étranger et des transferts en capital au cours de la période-secteur inter-gouvernemental et valeur totale (annuellement).

Les statistiques de la balance des paiements indiquent l'état, des comptes avec le reste du monde.

Elles font partie intégrante du système de la comptabilité nationale et servent à mesurer l'importance des opérations avec l'extérieur dans les efforts de développement.

Description des donnéesUsages

- iv) Recettes nettes découlant des prêts et investissements à long terme provenant de l'étranger, au cours de la période - secteur intergouvernemental et valeur totale (annuellement).
- v) Balance commerciale plus transferts nets provenant de l'étranger et d'autres transferts nets en capital à long terme au cours de la période (annuellement).

### X. ROUAGES GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES INSTITUTIONS D'APPUI AU DEVELOPPEMENT

#### a) Finances publiques

- i) Dépenses de consommation finale des administrations publiques, montant total au cours de l'année; classer d'après l'objet (annuellement).
- ii) Comptes des recettes et dépenses courantes au cours de l'année, d'après le genre de transactions, des administrations publiques, montant total, et de l'administration centrale, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale (annuellement).
- iii) Comptes des opérations en capital corporelles et incorporelles au cours de l'année, d'après le genre de transactions, des administrations publiques, montant total, et de l'administration centrale, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale (annuellement).
- iv) Comptes de patrimoine, à des dates déterminées, pour les principales catégories d'avoirs financiers corporels et incorporels et du passif des administrations publiques, des administrations locales ainsi que des administrations de sécurité sociale (annuellement).
- v) Dépenses courantes et en capital au cours de l'année, d'après le type de transactions et l'objet, concernant les administrations publiques, montant total (annuellement).

Dans le développement économique et social du pays outre la planification l'Etat joue un rôle de premier plan grâce à sa politique financière, à la nature et au montant de ses recettes et dépenses; facteurs à partir desquels il détermine les sources de financement du développement, participe, en les orientant aux investissements en capital et à la production industrielle, fournit divers services sociaux, économiques et communautaires ainsi qu'un nombre considérable d'emplois tout en jouant sur l'épargne privée et en provoquant une redistribution du revenu et de la consommation en faveur des couches les moins fortunées.

Description des données

Usages

- vi) Revenu disponible, épargne et excédent (déficit) des administrations publiques et de l'administration centrale, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale (annuellement).
- vii) Encaissement et décaissement en espèces, réserves en espèces et dette publique impayée de l'Etat et de l'administration centrale ainsi que des administrations locales (annuellement).

Ainsi, afin de suivre avec précaution ces activités et d'évaluer leurs effets ainsi que de planifier le processus de développement, il faut des données sur la nature et l'objet des recettes, des dépenses et de la dette de l'Etat, de même que sur l'utilisation des divers services publics fournis, en particulier ceux qui concernent la sécurité publique et contribuent à instaurer un climat de stabilité pour le développement.

b) Sécurité sociale et services d'aide sociale

- i) Nombre de personnes se trouvant dans les institutions d'aide sociale à des dates déterminées, d'après l'âge et le sexe ainsi que le type d'institutions (annuellement).
- ii) Nombre de ménages et de personnes recevant une assistance publique à des dates déterminées et montant de l'assistance fournie au cours de périodes déterminées (annuellement).
- iii) Nombre de personnes bénéficiant de la sécurité sociale et des régimes analogues à des dates déterminées selon le genre d'activité économique et le type de régime (annuellement).
- iv) Nombre de personnes bénéficiant de la sécurité sociale et de prestations analogues versées au cours de périodes déterminées, d'après le type de régime (annuellement).

c) Ordre et sécurité publics

- i) Nombre d'infractions déclarées au cours d'une période déterminée, selon le type d'infraction (par an).
- ii) Nombre de personnes victimes de voies de fait au cours d'une période déterminée, selon le type de voie de fait et d'infraction (par an).
- iii) Nombre de personnes victimes de vols de biens au cours d'une période déterminée, selon le type de vol et d'infraction (par an).

<u>Description des données</u>	<u>Usages</u>
iv) Nombre d'institutions victimes de vols de biens au cours d'une période déterminée, selon le type de vol et d'infraction(par an).	
v) Nombre de délinquants inculpés au cours de périodes déterminées, selon l'âge, le sexe et le type d'infraction (par an).	
vi) Nombre de délinquants inculpés au cours de périodes déterminées en précisant, l'âge et le sexe des personnes inculpées et d'après le genre de peine prononcée et le type d'infraction (par an).	
vii) Nombre des détenus - inculpés et condamnés - se trouvant dans les établissements pénitentiaires, et nombre de cellules de ces établissements, à des dates déterminées selon le type d'établissement(par an).	
viii) Nombre d'infractions déclarées au cours d'une période déterminée et éclaircies par la police dans une période ultérieure déterminée selon le jugement et l'infraction (par an).	
ix) Nombre d'employés des autorités responsables de l'ordre et de la sécurité publics durant de courantes périodes déterminées et salaires et traitements versés au cours de l'année selon le type d'autorité (par an).	
x) Dépenses publiques courantes consacrées au cours de l'année, dans le domaine de l'ordre et de la sécurité publics, aux services et biens non durables: alimentation, habillement, fournitures, combustibles et électricité, services contractuels, d'après l'objet (par an).	
xi) Dépenses d'équipement de l'Etat au cours de l'année dans le domaine de l'ordre et de la sécurité: i) édifices, ii) mobilier et équipement iii) transport selon l'objet (par an).	

Description des donnéesUsages

## XI. COMPTABILITE NATIONALE

- a) Sources et usages du produit intérieur brut aux valeurs d'acquisition (par an).
- b) Produit intérieur brut classé d'après le genre d'activité économique (par an).
- c) Revenu national disponible et dépenses par catégorie économique en faisant ressortir l'épargne ou le déficit (par an).
- d) Dépenses de consommation finale par poste et objet pour les différents secteurs de l'économie (par an).
- e) Formation brute de capital d'après le type de biens d'équipement et le genre d'activité économique (par an).
- f) Comptes nationaux :
  - i) Capital et financement
  - ii) Avec le reste du monde (par an).

Un regroupement de ce qui procède en un système de comptabilité nationale permet d'examiner les principaux flux relatifs à la production intérieur ainsi que d'analyser le processus économique sous tous ses aspects. Ainsi les données de cette rubrique ajoutée à celles qui précèdent constituent un ensemble d'informations statistiques servant à suivre, examiner et évaluer la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos.

Description des tableaux

- 1 a Emplois du produit intérieur brut aux valeurs d'acquisition, aux prix courants
- 1 b Emplois du produit intérieur brut aux valeurs d'acquisition, aux prix courants
- 2 Revenu national et revenu national disponible
- 3 Opérations en capital de la nation
- 4 a Produit intérieur brut par genre d'activité économique, aux valeurs d'acquisition et aux prix courants
- 4 b Produit intérieur brut par genre d'activité économique, aux valeurs d'acquisition et en prix constants
- 5 Revenu des facteurs de la production intérieure par genre d'activité économique
- 6 a Offre et utilisation des produits, aux prix courants
- 7 a Consommation finale des administrations publiques selon l'objet, aux valeurs d'acquisition et aux prix courants
- 8 a Consommation finale privée selon l'objet, aux valeurs d'acquisition et aux prix courants
- 9 a Composition de la formation brute de capital, aux valeurs d'acquisition et aux prix constants
- 10 Revenu national et distribution du revenu national disponible
- 14 a Revenu et dépenses et opérations en capital des administrations publiques
- 14 b Revenu et dépenses et opérations en capital de l'administration centrale
- 16 Revenu et dépenses et opérations en capital des ménages y compris les entreprises privées et non financières en sociétés
- 17 Opérations avec l'extérieur.